

1987, chapitre 110

**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL,  
LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE  
LA MAIN-D'OEUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA  
CONSTRUCTION**

---

**Projet de loi 114**

présenté par M. Pierre Paradis, ministre du Travail

Présenté le 17 décembre 1987

Principe adopté le 18 décembre 1987

Adopté le 18 décembre 1987

**Sanctionné le 18 décembre 1987**

---

**Entrée en vigueur: le 18 décembre 1987**

---

**Loi modifiée:**

Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)







## CHAPITRE 110

### **Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et les gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction**

*[Sanctionnée le 18 décembre 1987]*

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. R-20,  
a. 17, mod.

**1.** L'article 17 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 8, après le mot « décret », des mots « prévu à l'article 47 ».

c. R-20,  
expressions,  
remp.

**2.** Cette loi est modifiée par le remplacement des expressions « la date d'expiration du décret » et « l'expiration du décret » par « la date originale d'expiration du décret prévu à l'article 47 », partout où elles se trouvent dans les articles 28 à 32, 36, 37 et 42.

c. R-20,  
a. 28, mod.

**3.** L'article 28 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les septième et huitième lignes, des mots « du huitième » par les mots « des cinq premiers jours du douzième ».

c. R-20,  
a. 29, mod.

**4.** L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « septième » par le mot « douzième ».

c. R-20,  
a. 30, mod.

**5.** L'article 30 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe c du premier alinéa, du mot « huitième » par le mot « treizième »;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, du mot « septième » par le mot « douzième »;

3° par le remplacement, dans la première ligne du quatrième alinéa, du mot « septième » par le mot « douzième ».

c. R-20,  
a. 31, mod.

**6.** L'article 31 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, du mot « septième » par le mot « douzième ».

c. R-20,  
a. 32, mod.

**7.** L'article 32 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « sixième » par le mot « onzième ».

c. R-20,  
a. 34, mod.

**8.** L'article 34 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

Effet du  
certificat

« Ce certificat prend effet le premier jour du huitième mois précédant la date originale d'expiration du décret prévu à l'article 47. ».

c. R-20,  
a. 36, mod.

**9.** L'article 36 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « deuxième » par le mot « huitième ».

c. R-20,  
a. 37, mod.

**10.** L'article 37 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « troisième » par le mot « neuvième ».

c. R-20,  
a. 42, mod.

**11.** L'article 42 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « troisième » par les mots « premier jour du septième » ;

2° par l'addition, à la fin du quatrième alinéa, de ce qui suit : « À ces fins, ces associations peuvent convenir d'une structure et de modalités de négociation. ».

c. R-20,  
a. 42.1,  
mod.

**12.** L'article 42.1 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de la phrase suivante : « Elle a également le droit d'être présente et de soumettre des demandes lors des séances relatives à l'établissement d'une structure et de modalités de négociation. ».

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Scrutin  
réputé dans  
les délais

**13.** Le scrutin tenu conformément au Règlement sur la tenue d'un scrutin secret parmi les salariés de l'industrie de la construction, édicté par le décret 1559-87 (1987, G.O. 2, 6010), est réputé avoir été tenu

dans les délais prévus par l'article 32 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

Certificat de  
représentati-  
vité

**14.** Le certificat établissant le degré de représentativité d'une association et la carte du salarié, délivrés à la suite du scrutin mentionné à l'article 13 en application des articles 34 et 36 de ladite loi, prennent effet le 1<sup>er</sup> mars 1988.

Effet

Toutefois, pour l'application de l'article 51 de ladite loi, le certificat prend effet le 15 février 1988. Pour l'application du chapitre V et de l'article 47 de ladite loi, il prend effet à cette même date si un premier décret prolongeant le Décret de la construction, édicté par le décret 172-87 (1987, G.O. 2, 1271), pour une durée d'au moins six mois n'a pas été adopté avant cette date ou, si un tel décret de prolongation a été ainsi adopté, le premier jour du huitième mois précédant la date d'expiration fixée par ce décret de prolongation.

Effet

**15.** Le certificat visé à l'article 34 de ladite loi et encore valide le 17 décembre 1987 cesse d'avoir effet aux dates auxquelles prend effet le certificat visé à l'article 14, selon les applications prévues à cet article.

Effet

La carte visée à l'article 36 de ladite loi et encore valide le 17 décembre 1987 cesse d'avoir effet à la date à laquelle prend effet la carte visée au premier alinéa de l'article 14.

Délai de  
l'avis

**16.** L'avis prévu à l'article 42 de ladite loi, en vue de commencer la négociation de la prochaine convention collective, peut être donné à compter de la date de la prise d'effet du certificat pour l'application du chapitre V de ladite loi déterminée selon le deuxième alinéa de l'article 14 et au plus tard le premier jour du mois qui suit cette date.

Entrée en  
vigueur

**17.** La présente loi entre en vigueur le 18 décembre 1987.